

Hommage à Pierre Truche (1929 – 2020)

20/04/2021



Premier président de la Cour de cassation de 1996 à 1999, Pierre Truche a également occupé les fonctions de procureur général près cette Cour, de 1992 à 1996. Magistrat d'exception, il fut l'une des figures emblématiques de la défense des droits de l'homme.

La Cour de cassation lui a rendu hommage le lundi 28 septembre 2020.

- [Discours de Mme Chantal Arens, première présidente de la Cour de cassation.](#)
- [Discours de M. François Molins, procureur général près la Cour de cassation.](#)

Pierre Truche entame sa carrière de magistrat en 1954, en qualité de juge suppléant au tribunal de Dijon. Trois ans plus tard, il intègre le parquet, au sein duquel il réalisera la majeure partie de sa carrière. Pierre Truche est d'abord substitut à Arras (1957), puis à Dijon (1959) et à Lyon (1961). C'est à Lyon, toujours, qu'il devient premier substitut (1969) et procureur-adjoint (1973).

De 1977 à 1978, Pierre Truche occupe les fonctions de directeur des études de l'École nationale de la magistrature, puis rejoint la cour d'appel de Grenoble en qualité d'avocat général. En 1982, il est nommé procureur de la République à Marseille.

Deux ans plus tard, il devient procureur général de Lyon. C'est au cours de ce mandat qu'il porte l'accusation dans l'affaire Klaus Barbie (1987) – premier procès français pour collaboration avec le régime nazi. Lors d'un réquisitoire resté dans les mémoires, Pierre Truche demande, et obtiendra, « qu'à vie Barbie soit reclus ».

En 1984, il rejoint la cour d'appel de Paris, en qualité de procureur général.

Au terme de sa carrière, Pierre Truche est appelé à occuper les plus hautes fonctions dans la magistrature : celle de procureur général près la Cour de cassation d'abord, puis celle de premier président de la Cour de cassation, de 1996 à 1999 où, en sa qualité de premier magistrat de France, il a marqué les esprits par sa hauteur de vue.

Magistrat d'exception, grand intellectuel, figure emblématique de la défense des droits de l'homme, Pierre Truche participe activement à la réflexion portant sur la réforme de la justice, cherche très tôt à promouvoir la voie de la médiation, et, tout au long de sa carrière, poursuit un idéal de justice humaniste. Il préside la Commission de réflexion sur la justice (1997), succède à Robert Badinter à la tête de l'Association française pour l'histoire de la justice (1998), préside la Commission nationale consultative des droits de l'homme (1999) et la Commission nationale de déontologie de la sécurité (2001).

Depuis 1999, Pierre Truche était premier président honoraire de la Cour de cassation.

En 2016, il a été élevé au rang de grand-croix de la Légion d'Honneur.